

Histoire de la concertation dans la mesure et la régulation de la qualité de l'air : cadres administratifs, neutralité scientifique et débordements citoyens

Florian Charvolin, Centre Max Weber Université de Saint-Étienne, avec Géraldine Blavier, SEED Université de Liège ; Stéphane Frioux, LARHRA Université Lyon 2 ; Léa Kamoun, Triangle Science Po Lyon ; François Mélard, SEED Université de Liège ; Isabelle Roussel, TEVS Université de Lille 1 et APPA.

L'histoire de la mesure et de la régulation de la pollution de l'air en France reste à faire. Des historiens de l'environnement se sont déjà penchés sur une exploration similaire pour le cas de l'Allemagne, des États-Unis ou encore de l'Angleterre pour le XX^e siècle. Le parti pris de départ de cette recherche consistait à chercher dans cet angle mort de l'historiographie française pour voir si le diagnostic d'un retard français ne correspondait pas à une question mal posée au départ et à une recherche mal dirigée.

La perspective de ce travail est double, historique et sociologique.

Historiquement parlant, la donnée en matière de pollution de l'air a été interrogée au moment où elle était relevée et dans les termes et l'environnement technique de l'époque. Ont été explorées pour chaque période des solutions techniques dont la pertinence tenait au départ à leur robustesse, quels que soit le terrain envisagé et les ressources en matériel plus ou moins sophistiqué mobilisables. Ont été étudiés les sources de l'histoire de la mesure de la pollution atmosphérique et de sa régulation de 1900 à 1960, la mise sur agenda régional et national au tournant des années 1960 d'une première politique bâtie sur des indicateurs sophistiqués de la pollution atmosphérique, les progrès vers la gestion territorialisée de la qualité de l'air avec son jeu d'échelles distinctes des années 1970 à 2000 et la reprise du questionnement plus sociologique sur la concertation à propos des réseaux de nez contemporains (protocoles de mesure de la pollution olfactive mobilisant la population) dans la région lyonnaise et wallonne. Le décalage produit par l'histoire rend possible de réinterroger différemment la période contemporaine et de ne pas succomber à l'imposition d'une rationalité technique.

Sociologiquement, l'équipe s'est interrogée sur le travail de la preuve, à l'œuvre dans des dispositifs de concertation avant la lettre tout au long du XX^e siècle (commission extra-municipale, pétitions, collectifs de particuliers, réseaux de vigie de la pollution olfactive, etc.). Cela a permis d'appréhender la pertinence sociologique de l'expérience de proximité et l'antécédence des préoccupations de terrain et locales par rapport aux textes et instances nationales.

Les conclusions concernent essentiellement trois points :

- historiquement, le cas français par rapport aux cas anglo-saxons se distingue par la mise en place de réseaux de circulation des personnes et des savoirs, voire des matériels, qui associent université, centres de recherches publics ou industriels et collectivités locales sur une base territoriale et non uniforme à l'échelle de la France (« poches » de mesure de la pollution de l'air dans certaines régions très polluées comme Lagor, Saint-Étienne, Fos-sur-Mer). Une histoire des textes nationaux raterait cette riche histoire locale des mesures de la pollution atmosphérique et des personnalités marquantes régionalement ou encore des associations (comme l'APPA) qui ont servi d'homogénéisation entre local et national, entre université et hauts fonctionnaires, etc. Il faut donc restaurer ce maillage progressif de la France, au fur et à mesure que progressent les connaissances et les préoccupations, en insistant sur le rôle de la population locale et d'associations professionnelles dans lesquels les industriels sont impliqués ;

- sociologiquement, l'évolution du XX^e siècle montre un progressif glissement *des mesures à l'émission* (qui consistaient à mesurer la pollution à la sortie des cheminées d'usine), vers les *mesures à l'immission* (celles produites par des capteurs installés sur le territoire pour mesurer ce que les citoyens moyens respirent). Une troisième époque semble être née récemment dans l'histoire de la mesure et de la concertation mêlées en matière de pollution de l'air : une frange de la population est plus aguerrie à la masse de données produite par les AASQA (Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air). Cette dimension politique du jeu avec des données publiques va de pair avec les progrès de la technique de mesure qui est maintenant capable d'évaluer *l'exposition de la population* à la pollution de l'air dans son logement, dans son quartier, dans ses trajets...

La généralisation des mesures et la multiplication des substances mesurées, ainsi que le maillage maintenant national des AASQA depuis la loi de 1996, permettant de redescendre à la micro-échelle des particuliers pour mesurer l'impact de la pollution de l'air suscite des comportements nouveaux, des plaintes nouvelles associées avec un contexte national qui insiste sur la prévention de la pollution de l'air. De nouveaux dispositifs sont mis en place, comme les réseaux de nez, ces protocoles de mesure des odeurs passant par l'intervention de la population dans plusieurs régions comme Rouen, Lyon, ou en Wallonie.

L'expérience contrastée entre Mouscron en Belgique et Lyon, dans la politique de gestion des réseaux de nez, montre que la démocratie reste une affaire incertaine et labile. En revanche, ce travail de recherche permet de prendre la mesure des glissements de qualification, de captage, de résonance et de préoccupation en matière de pollution de l'air au fil du siècle passé et du début du XXI^e siècle.

Contact : florian.charvolin@gmail.com